

L'encyclique "Affari vos"

ET LA LÉGENDE QU'ON VOUL

DRAIT Y GREFFER

Les gazettes à la dévotion du parti clérical (castor) et les flagorneurs intéressés du clergé veulent créer une légende au détriment des libéraux et du cabinet Laurier, en affirmant bruyamment au peuple que Léon XIII a approuvé *sans restriction*, — c'est le terme usité, — la conduite de tous et de chacun des évêques et des curés dans la question des écoles.

Si cette assertion, qui est vraie dans une certaine mesure, dans une large mesure même appliquée au corps de l'épiscopat, n'était faite dans le but avoué d'ébranler la confiance que le peuple repose en l'honnêteté, la droiture et l'esprit de justice qui animent les ministres assis à la table du Conseil, si enfin, elle n'était évidemment jetée à la face des libéraux que comme un défi et une provocation, nous nous serions épargné la peu agréable tâche de mettre en contraste certaines paroles malheureuses et certains actes exagérés avec les instructions si pleines de tact et de sagesse qui nous viennent de Rome, pour en tirer une conclusion décisive contre nos adversaires.

Nous ne l'aurions pas fait, par considération pour ceux d'entre nos évêques qui ont pressenti l'attitude qu'adopterait Léon XIII dans la question discutée et qui, aux déclamations flamboyantes, aux abus de pouvoirs de certains de leurs collègues dans l'épiscopat, ont opposé une réserve digne, sensée, impartiale, remarquée et applaudie, la seule qu'il convenait de prendre dans l'effervescence électorale, la seule qui pût amener de bons résultats, celle, enfin, qu'a adoptée S. S. Léon XIII, lui-même, dans son encyclique du 8 décembre dernier.

Deux moyens opposés s'offraient pour régler le différend scolaire à la demande d'une fraction du clergé et d'une autre fraction des catholiques du Manitoba. L'un plein de dangers, gros de conséquences désastreuses pour la paix générale du pays et le sort même des catholiques manitobains; c'était celui qui nécessitait l'emploi de la force, sans songer que la résistance qu'il aurait provoquée ainsi que les procès interminables, l'agitation, le désordre, la guerre civile même, anihileraient certainement les chances que pourraient avoir les catholiques de rentrer en possession de leurs écoles. L'autre, celui de la persuasion, du raisonnement, de la

conciliation qui devait infailliblement obtenir du gouvernement de Manitoba des concessions qui rendraient pratiquement les catholiques maîtres incontestés de leurs écoles sous la haute surveillance conjointe de l'Etat et du clergé; le premier pour assurer l'efficacité de l'enseignement, le second pour imprimer à l'éducation publique un caractère moral et chrétien.

La moitié des évêques canadiens, soit quatorze, se prononcèrent pour l'emploi de la force, sous forme d'une loi coercitive émanée du pouvoir fédéral, les autres gardèrent le silence. Le pape Léon XIII, tout en louant avec raison les évêques d'avoir protesté contre l'injustice faite aux catholiques par les lois de 1890, ne recommande pas, néanmoins, d'user d'aucun moyen violent comme quelques-uns l'ont imposé en conscience à leurs ouailles, mais il compte plutôt sur l'emploi du raisonnement et de la persuasion devant lesquels les hommes droits et de bonne volonté qui ont en mains le gouvernement de la chose publique, ne peuvent que céder, un jour; c'est la confiance du Saint-Père, et cette confiance ne sera pas déçue, nous pouvons l'espérer.

L'attitude du Saint-Père est, nous l'affirmons, en contradiction avec l'attitude de la moitié des évêques du Canada relativement aux moyens employés pour obtenir le redressement des griefs des catholiques.

Et des gazettes, soi-disant religieuses, des chefs de parti qui se proclament fils respectueux du Saint-Siège ne craignent pas d'interpréter faussement les instructions du pape pour avancer leurs affaires politiques! Ils crient très haut ensemble, pour troubler le peuple, que tout ce qu'ont fait tous les évêques et tous les curés a reçu du pape une approbation sans restriction! Le peuple canadien est plus intelligent qu'on ne le pense, et il a déjà fait la part de chacun. Qu'ils prennent garde, les politiciens qui font litière de tout d'entraîner par leurs mensonges pêle mèle dans le même gouffre, avec les ruines de leurs illusions et de leurs plans, le respect chez le peuple de la justice, de l'honnêteté et des croyances transmises pieusement dans les familles.

Et maintenant, notre assertion, nous la prouvons.

Posons la question.

Premièrement, en Canada, la moitié des évêques ont exigé l'emploi de la force pour rétablir les écoles séparées au Manitoba, et ils sont allés même jusqu'à vouloir imposer à l'autorité civile une marche à suivre, un moyen désigné à l'exclusion de tout autre; c'était l'ingérence